

ALIOUNE TINE DE LA RADDHO

«*Nous, nous étions assurés qu'en Mauritanie, soit il y a le coup d'État, soit la guerre civile. Donc, le coup d'État est salutaire.*»

De quels moyens disposait donc le peuple mauritanien pour vaincre l'impunité organisée et vivre dans un Etat de droit? Où étaient-ils les grands censeurs de ce monde prompts à condamner au nom du "politiquement correct" quand Ould Taya confisquait pendant deux décennies le pouvoir vidant la démocratie de sa substance pour n'en retenir que les seules apparences? Le Secrétaire général de la Rencontre africaine des droits de l'Homme (Raddho) dans le sillage du "jugement" de l'ancien collaborateur de Kofi Annan et l'ex- envoyé spécial des Nations Unies en Côte d'Ivoire, le Béninois Albert Tévodjéré, évoquant "le temps de discernement", n'y va pas par quatre chemins pour jeter un regard critique sur le passé de la Mauritanie.

Dans l'entretien qu'il a accordé au "Matin", M. Tine revient sur "la révolution de Palais" du 03 août dernier, les gages de bonne volonté démocratique posés par le Colonel Ely Ould Vall et la junte militaire, les mécanismes d'une bonne transition vers le retour de l'ordre constitutionnel, entre autres thèmes abordés.

Situation de guerre civile larvée

"Je ne dirai pas, ce que ce coup d'État était nécessaire, mais il était prévisible. Pire, la Mauritanie était dans une situation de guerre civile larvée avec les "Cavaliers du changement", les "Salafistes", etc. Donc, ce pays était une poudrière. M. Mohamed Vall était avec Taya depuis les années 80, donc il connaît bien la situation. C'est peut-être l'homme le plus informé de ce qui se passe dans ce pays. Ce qui s'est passé est en réalité un coup d'État de Palais parce que ceux qui l'ont fait sont des proches de Taya. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il s'est passé comme une sorte de libération exprimée par les partis politiques, les populations, à l'unanimité, le peuple a salué ce coup d'État comme une libération. Comment expliquer cette situation? D'abord, parce qu'il y avait un verrouillage total du système par Taya. Ensuite, il était difficile avec Taya, de promouvoir la démocratie et surtout une alternance pacifique. La méthode de Taya était que tous les leaders politiques qui commençaient à émerger étaient accusés de délits et jetés en prison ou leurs

partis dissous. La dernière en date est cette accusation contre Haïdallah lors de l'élection présidentielle de 2003. Il y a eu, par la suite, une série de coups d'État comme nous l'avons expliqué dans notre rapport de mai 2004. Aujourd'hui, un verrou a sauté en Mauritanie et il y a une nouvelle dynamique qui se met en marche. Maintenant, il faut tout faire pour que cela n'aille pas dans tous les sens."

Un coup d'État salutaire

"Il y a effectivement cette résolution prise à Alger et cette déclaration de Lomé pour condamner les coups d'État. Si vous regardez les transitions démocratiques depuis les années 90, vous vous rendez compte qu'on assiste à une sorte de recul. Les gens manipulent les Constitutions, les institutions démocratiques pour rester au pouvoir. Le phénomène date de septembre 2001 (attaque terroriste des tours jumeaux de septembre 2001 aux Etats-Unis). Si la référence démocratique bascule, il n'y a plus d'autorité morale et d'autorité politique pour demander des comptes sur les questions démocratiques. Au contraire, aujourd'hui, la question stratégique est la lutte contre le terrorisme. C'est vrai qu'il y a eu des acquis mais ils n'ont pas totalement réussi à endiguer le fléau. Donc, c'est à partir de ce moment que la plupart des régimes se sont dits que si les Usa peuvent se permettre certaines choses, eux aussi, ils sont en droit de faire de même. Donc, en Afrique, on a de plus en plus assisté à des reculs. Stratégiquement, Taya a pris la lutte contre le terrorisme au plan géopolitique comme une espèce d'axe. Il s'est allié avec l'Israël, il est sorti de la Cedeao et a commencé à exercer une répression contre les islamistes. Et comme il y a du pétrole en Mauritanie, il y a beaucoup de membres de la communauté internationale ont fermé les yeux, alors que personne n'ignorait ce qui se passait dans ce pays. Quand le coup d'État est arrivé, nous avions dit qu'il y a une certaine hypocrisie à le condamner de façon principale. Il faut arrêter de faire de certains principes des fétiches même si ces principes ne fonctionnent pas ou fonctionnent à l'envers. Il est vrai qu'aujourd'hui, il faut condamner les coups d'État mais si vous avez en face un individu qui verrouille tout, qui se maintient au pouvoir par la violence, il est extrêmement difficile de parler de principes. Seule la violence permettrait d'accéder au pouvoir. La Mauritanie était comme une poudrière et les gens continuaient à

traiter Taya comme quelqu'un de très fréquentable..."

Le "syndrome ATT"

"Tous les coups d'État ne se ressemblent pas. Il faut les traiter au cas par cas. Par exemple en 1992, avec le coup d'État fomenté par ATT (Amadou Tourani Touré) contre Moussa Traoré après les massacres d'enfants, les gens ont salué et si ATT a réussi par la suite, c'est qu'il a été guidé et encadré. La mise en place de cette conférence nationale, d'institutions de transition, a valu au Mali d'être aujourd'hui un gouvernement de référence. Aujourd'hui, on parle du "syndrome ATT" pour parler des coups d'États réussis comme à l'opposé, il y a "le syndrome Guel" pour traduire les coups d'État qui ont échoué par l'entêtement du dirigeant à se maintenir au pouvoir. Maintenant, il faudrait que la communauté internationale réexamine (ses positions) parce que nous avons beaucoup de pays à risques avec des chefs d'État despotiques, qui n'ont plus d'institutions démocratiques et dont les États sont très faibles. Qu'est-ce qu'il faut faire dans ces cas? Si quelqu'un arrive à faire un coup d'État, à remettre sur place des institutions démocratiques qui permettent d'avoir un nouveau départ, est-ce qu'il faut aveuglement, sur la base, d'un certain nombre de principes érigés au rang de fétiches, le condamner? La Raddho souhaite que la réflexion soit menée à ce niveau.

Nous, nous étions assurés qu'en Mauritanie, soit il y a le coup d'État, soit la guerre civile. Donc, le coup d'État est salutaire."

Des signaux forts et positifs du nouveau régime

"Il y a, à propos des nouvelles autorités, des signaux que l'on peut qualifier de positifs. Ils ont parlé d'une période de transition de deux ans, l'adoption d'une nouvelle Constitution, l'organisation d'élections démocratiques. Ils ont d'ailleurs fait appel à l'aide de l'Onu pour l'organisation de ces élections. Donc, au niveau de la Raddho, nous pensons que tout cela est positif. Evidemment, il y a également ces rencontres avec les partis politiques, ce qui veut dire que le débat démocratique s'est amorcé. De plus en plus, nous voyons que les réfugiés et les membres des partis politiques, parmi les plus radicaux (la rencontre de Dakar des partis d'opposition, par exemple), les gens de l'Alliance patriotique, les Cavaliers du changement renoncent de façon unilatérale à la guerre. Aujourd'hui, les signaux positifs

qui ont été envoyés par l'actuelle junte militaire ont été très bien interprétés par les populations. Des gens qui sont restés plus de 10 ans en exil rentrent aujourd'hui en Mauritanie. En ce moment, il y a beaucoup de réfugiés qui étaient au Sénégal et qui se préparent à rentrer. Donc, tout cela est extrêmement positif. Mais, il faut faire très attention pour ne pas décevoir cet espoir extraordinaire de ces populations toutes catégories confondues vis-à-vis de la junte militaire."

Les propositions de la Raddho

"Nous sommes prêts à accompagner la junte militaire, à lui faire des recommandations. D'ailleurs, nous allons faire le déplacement sur place, rencontrer les partis politiques, la société civile et voir quel type de programme mettre en place pour promouvoir la démocratie et les droits humains. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des institutions démocratiques de transition pour préparer les élections qui arrivent. Ce qui veut dire que pour nous, il faut au moins un parlement de transition. Ce parlement doit être mis en place à partir d'un grand débat démocratique entre les partis et la société civile et que les gens choisissent les responsables à même de légiférer parce que dotés d'attributions nécessaires. Il faut également un gouvernement de transition. Une fois que le parlement de transition créé, il leur appartient de choisir les gens qui vont gouverner le pays. Il faut un premier Ministre de transition, choisi de façon consensuelle. A partir de ce moment, les gens auront pour objectif de faire des élections transparentes et démocratiques".

Appel à la Communauté internationale

"La Raddho demande à toute la communauté internationale de soutenir fortement la Mauritanie. La volonté de démocratisation affichée par le gouvernement mauritanien est claire et nette. Il faut maintenant commencer le processus de dépérissement de la junte militaire. Le président qui est là peut rester comme président de transition, mais il faut que la junte militaire disparaisse. Une fois les instruments de transition arrêtés, il convient de mettre en place des mécanismes de contrôle des élections avec des gens indépendants, compétents et choisis d'un commun accord. Si la junte procède de cette manière, elle va accroître sa crédibilité. L'autre recommandation que je formule à l'endroit de M. Vall, c'est de respecter la promesse qu'il a fai-

te à la Mauritanie et à la communauté internationale, c'est-à-dire, de ne pas se présenter. Parce qu'aujourd'hui, il s'agit d'un moment historique particulièrement important pour la Mauritanie. Parce que c'est le moment historique le plus important depuis les années 90, je dirais même depuis l'indépendance. Il s'agit d'un projet de refondation d'une société qui avait totalement perdu ses repères, qui était devenue une poudrière. M. Vall n'a pas le droit d'échouer dans ce projet parce qu'étant témoin de tout cela. Il a été plus ou moins complice mais comme on dit, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Et si ces axes sont bien respectés par les autorités mauritanienes actuelles, toute la communauté Le passif humanitaire

"Deux ans, c'est bon pour la période de transition. Il ne faut pas précipiter les choses. Avec tout ce qui s'est passé, il me semble important de donner du temps à la réflexion, à la réorganisation, au retour des réfugiés et au retour de gens qui puissent aider Sa société mauritanienne à se retrouver. En plus, il y a ce passif humanitaire qu'il ne faut pas occulter. Aujourd'hui, avec l'espoir suscité par la junte, les gens sont prêts à pardonner. Seulement, il faut que l'État ait le courage de présenter ses excuses à toute la Nation, pour qu'il y ait une véritable réconciliation nationale. Et envisager la manière dont il faut procéder aux réparations. Ce n'est pas un problème pécuniaire simplement, il s'agit d'autre chose: le devoir de mémoire, de vérité."

Commission vérité et réconciliation

"Il faut aboutir à ce que l'on peut appeler une Commission vérité et réconciliation. On ne peut absolument pas faire l'économie de cette histoire pour aboutir à une véritable réconciliation. Ce qui s'est passé en Afrique du Sud était pire. Mais dans ce pays, les gens ont eu le courage de regarder la réalité en face, de mettre cette commission en place, ce qui a fait de ce pays, une référence. Aujourd'hui, la Mauritanie dispose certes de beaucoup de ressources, mais il lui reste la ressource la plus stratégique qui est la paix, la stabilité, la sécurité humaine. Et c'est en construisant des mécanismes structurels extrêmement forts qu'il y arrivera. Nous la Raddho, nous sommes prêts à l'y aider".

ENTRETIEN REALISE PAR
ASSANE SAMB & ABOU BA